Un salaire équitable pour tous les travailleurs

Partage international nº 407 – Juillet 2022

Interview de Saru Jayaraman

par Jason Francis

Saru Jayaraman est présidente de *One Fair Wage* (un salaire équitable), organisation américaine à but non lucratif qui milite pour des salaires équitables dans le secteur des services où les travailleurs recevant des pourboires des clients sont payés par un salaire subminimum (inférieur au salaire minimum). *One Fair Wage* coordonne travailleurs et employeurs, mène des recherches, publie des livres et réalise des films sur cette question. Ses membres rencontrent les parlementaires afin de faire adopter une législation qui garantirait que chacun ne soit pas payé moins que le salaire minimum. Les livres de S. Jayaraman comprennent le best-seller national *Behind the Kitchen Door* (Derrière les portes de la cuisine, 2013) et *One Fair Wage : Ending Subminimum Pay in America* (Un salaire équitable : mettre fin au salaire subminimum aux Etats-Unis, 2021). S. Jayaraman est avocate et directrice du Centre de recherche sur le travail alimentaire de l'université de Californie, à Berkeley. CNN l'a désignée comme l'une des *« dix femmes les plus visionnaires »*. Jason Francis a interviewé Saru Jayaraman pour *Partage international.*

Un héritage de l'esclavage

Partage international : *Le gouvernement américain autorise les entreprises à payer leurs employés à partir de 2,13 dollars de l'heure s'ils reçoivent des pourboires des clients, au lieu du salaire minimum fédéral de 7,25 dollars. D'où est venue l'idée de payer les travailleurs qui reçoivent des pourboires un salaire subminimum au lieu d'un salaire complet avec les pourboires en plus ?*

Saru Jayaraman : Elle vient de l'esclavage, mais elle est née dans l'Europe féodale. Les pourboires étaient toujours un supplément ou une prime en plus d'un salaire. Il est arrivé aux Etats-Unis juste avant l'Emancipation (l'abolition de l'esclavage dans les années 1860). L'industrie de la restauration voulait embaucher des Noirs américains mais ne voulait pas les payer ; en fait, elle voulait maintenir l'esclavage et les faire vivre uniquement de pourboires. En 1938, dans le cadre du *New Deal* (une série de programmes créés par l'Administration Roosevelt pour combattre les effets de la Grande Dépression), tous les employés ont reçu un salaire minimum pour la première fois, à l'exception des travailleurs payés au pourboire, à qui on a dit qu'ils recevaient un salaire de zéro dollar tant que les pourboires leur rapportaient le plein salaire minimum. Au cours des 150 dernières années, c'est le lobbying de l'Association nationale des restaurants qui a maintenu cette pratique.

PI. *Comment les personnes de couleur sont-elles affectées par le salaire minimum aujourd'hui ?*

SJ. Il y a 14 millions de travailleurs dans la restauration aux Etats-Unis – environ 60 % d'entre eux ont des pourboires. Et parmi les travailleurs à pourboire, environ deux tiers sont des femmes, en grande partie des femmes de couleur qui ont tendance à travailler dans des restaurants plus populaires où elles gagnent beaucoup moins en pourboires. Mais même si elles travaillent dans un restaurant gastronomique, où il y a davantage de serveurs masculins, elles gagneront moins que les hommes, les hommes blancs en particulier, en raison des préjugés implicites des clients. Ainsi, obliger les travailleurs à pourboire (les femmes et les femmes de couleur) à compter sur les pourboires pour leur fournir la majorité de leurs revenus les soumet aux préjugés des clients qui donnent de meilleurs pourboires aux Blancs, même si le serveur de couleur a fourni un meilleur service.

PI. *Pourriez-vous nous parler de l'utilisation des prisonniers comme main-d'œuvre bon marché ?*

SJ. Les travailleurs incarcérés dans les prisons d'Etat et fédérales sont souvent obligés de travailler. Parfois, ils travaillent pour les services internes de la prison, comme le nettoyage des cellules, mais très souvent, on leur demande de travailler pour des entreprises privées ou d'autres organismes publics. Par exemple, en Californie, nous avons connu une augmentation des incendies de forêt. Un tiers de nos effectifs de pompiers est constitué de personnes incarcérées payées 11 centimes de l'heure pour lutter contre les feux de forêt, et c'est un travail très risqué.

Il existe également des situations où les détenus des prisons fédérales et d'Etat sont contraints de travailler pour des entreprises privées, qu'il s'agisse de *Victoria's Secret* (société de vente au détail de sous-vêtements féminins), de compagnies de téléphone ou d'entreprises qui produisent des

poubelles pour les parcs. On leur demande de faire un travail qui serait autrement effectué par des travailleurs payés au salaire minimum et on leur demande de le faire pour moins d'un dollar par heure.
C'est un héritage direct de l'esclavage. Il provient de l'exception contenue dans le 13e amendement de la Constitution américaine, ratifié en 1865, interdisant l'esclavage, mais qui l'autorise en cas d'incarcération. Cela a permis à de nombreuses entreprises privées et organismes d'Etat de profiter d'une main-d'œuvre bon marché. Mais lorsque vous payez 11 centimes de l'heure, c'est quasiment du travail gratuit.

PI. *Environ combien de millions de travailleurs du secteur des services aux Etats-Unis dépendent des pourboires ? Et combien de types différents d'emplois de service donnent des pourboires ?*
SJ. Environ six ou sept millions de travailleurs aux Etats-Unis. La grande majorité d'entre eux, environ 75 %, travaillent dans le secteur de la restauration en tant que serveurs, barmans, et toutes sortes d'autres travailleurs. Les 25 % restants travaillent dans des salons de manucure, des stations de lavage de voitures, des parkings, des aéroports, des salons de coiffure – ce que l'on appelle les travailleurs des services à la personne.

PI. *Le salaire subminimum s'étend-il à d'autres secteurs d'emploi ?*
SJ. Apple Pay (une application qui permet d'effectuer des paiements numériques) a étendu le pourboire à de nombreux nouveaux secteurs où il n'y en avait pas auparavant.Aujourd'hui, si vous entrez dans un magasin ou une compagnie aérienne, on vous demande souvent de payer avec Apple Pay et on vous demande automatiquement combien vous voulez donner de pourboire. Cette introduction du pourboire dans de nouveaux secteurs a fait que les employeurs de certains de ces nouveaux secteurs ont voulu imiter l'industrie de la restauration. Ils se disent : *« Tant que mes employés reçoivent des pourboires, je devrais pouvoir leur verser un salaire subminimum. »*
Vous voyez donc des cafés qui n'ont jamais été autorisés à payer un salaire subminimum auparavant essayer de le faire. Même les compagnies aériennes essaient de payer un salaire submini-mum aux hôtesses de l'air parce qu'elles reçoivent maintenant des pourboires pour commander de la nourriture sur un iPad.

PI. *Qu'en est-il des « travailleurs isolés » ou ceux considérés comme entrepreneurs indépendants ou des travailleurs non salariés ?*
SJ. Des entreprises de prestations ont imité le secteur de la restauration. Nous l'avons vu avec *DoorDash* et *Instacart* (entreprises de livraison de nourriture).
Elles ont mis en place une politique au cours des dernières années, et déduiraient des salaires les pourboires qu'ils reçoivent. Je pense qu'Uber et Lyft (sociétés de transport) se livrent probablement aussi à certaines de ces pratiques.

PI. *Les employeurs sont-ils tenus de dédommager les employés si leurs pourboires, ajoutés à leur salaire, n'atteignent pas le salaire minimum ?*
SJ. C'est une obligation légale. L'Administration Obama s'est engagée au plus haut niveau sur l'application des règles relatives au salaire subminimum pour les travailleurs au pourboire. Elle a constaté un taux de violation de 84 % en ce qui concerne le respect de ces règles par les employeurs de restaurants. Après ce constat, le secrétaire général du ministère américain du Travail a déclaré que le système était inapplicable et a prôné officiellement un salaire équitable (un salaire minimum complet avec les pourboires en plus) comme seul système viable.

Exploitation

PI. *Pouvez-vous parler de l'exploitation et des abus que subissent les travailleurs des services avec pourboire et de leur fréquence ?*
SJ. Catharine MacKinnon, professeure de droit, est la plus grande experte en matière de harcèlement sexuel dans le pays et a contribué à rendre le harcèlement sexuel illégal aux Etats-Unis. Elle a déclaré que les travailleurs à pourboire ont le taux de harcèlement sexuel le plus élevé de tous les secteurs d'activité parce qu'ils doivent tolérer beaucoup de choses pour obtenir un pourboire. C'est plus élevé que dans tous les autres secteurs qu'elle a étudiés, y compris l'armée.
Nos recherches montrent que les sept Etats qui exigent un salaire minimum complet avec des pourboires en plus enregistrent non seulement un chiffre d'affaires, une croissance de l'emploi et des petites entreprises plus élevés dans ce secteur, mais aussi un taux de harcèlement sexuel deux fois moins élevé.
Catharine MacKinnon a déclaré qu'elle n'avait jamais vu une politique aussi efficace pour lutter contre le harcèlement sexuel que *One Fair Wage* y compris pour déclarer le harcèlement sexuel illégal, l'œuvre de sa vie. Le harcèlement sexuel a empiré avec la pandémie. Les travailleurs ont connu des niveaux élevés d'abus, d'hostilité des clients et de harcèlement sexuel. On a demandé à des femmes d'enlever leur masque pour que le client puisse voir à quoi elles ressemblaient et décider du pourboire qu'on leur donnait. A mon avis, les travailleurs ont

essayé d'appliquer les protocoles Covid à ces mêmes clients qui les maltraitaient et cela ne fonctionnait pas, ce qui explique pourquoi un million de travailleurs ont quitté le secteur. Parmi ceux qui restent, 54 % ont déclaré qu'ils partiront, et la grande majorité a dit que c'était à cause du salaire subminimum. Ils ne peuvent plus le supporter. Il a fallu 150 ans et une pandémie pour que les travailleurs disent enfin qu'ils refusent de travailler pour un salaire subminimum.

PI. *Avec une semaine de travail de 40 h à 7,25 dollars de l'heure (le salaire minimum fédéral actuel), un travailleur gagnerait 15 080 dollars par an avant impôts. C'est plutôt maigre si l'on considère que le niveau de pauvreté fédéral de 2022 aux Etats-Unis est de 13 570 dollars par an pour une personne seule et de 18 310 dollars pour une famille de deux personnes. Cependant certains Etats et villes ont augmenté le salaire minimum. Quels devraient être les critères de détermination du salaire minimum et quel devrait être son niveau actuel ?*

SJ. La vérité est qu'à l'heure actuelle, le salaire minimum fédéral n'est pas déterminé par les besoins des gens mais par la volonté politique. Il faut un minimum de 15 dollars de l'heure pour vivre et faire vivre une famille partout dans ce pays, c'est le strict minimum dont vous avez besoin pour vivre. La seule raison pour laquelle il est si bas dans certains endroits est le manque de volonté politique et une forte opposition. Nombre de Républicains considèrent qu'il ne devrait pas y avoir de salaire minimum. S'il avait suivi l'inflation, nous dépasserions les 20 dollars de l'heure. Quinze dollars de l'heure, ce n'est pas suffisant pour vivre dans de nombreux endroits, mais c'est le strict minimum dont on a besoin partout dans le pays.

La grande démission

PI. *La pandémie a provoqué « la grande démission » : un grand nombre de travailleurs ont quitté leur emploi en réévaluant leur vie et leur travail. Quel effet cette tendance économique a-t-elle eu sur les travailleurs à pourboires et les employeurs ?*

SJ. Nous avons vu des milliers de restaurants à travers le pays augmenter les salaires pour atteindre un salaire minimum complet avec les pourboires. Nous en avons recensé 3 000 à notre connaissance, mais il y en a beaucoup plus.

PI. *Les efforts visant à augmenter le salaire minimum fédéral sont au point mort au Congrès américain. Que se passe-t-il au niveau des Etats et des collectivités locales ?*

SJ. La *« grande démission »* a fait évoluer la situation. On a annoncé qu'on allait consacrer 25 millions de dollars à l'instauration d'un salaire équitable dans 25 Etats d'ici au 250e anniversaire des Etats-Unis, c'est-à-dire en 2026. Nous pensons qu'en raison de la *« grande démission »,* cela va se réaliser. En outre, *One Fair Wage* sera soumis au vote à Washington en novembre 2022, où il sera adopté, et il sera probablement soumis au vote à Portland, dans le Maine, en novembre également.

Pour plus d'informations : www.onefairwage.site

Etats-Unis **Auteur** : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).
Thématiques : Société
Rubrique : Entretien